



Contrôle continu au bac : l'injustice chronique de Blanquer

Le ministre de l'éducation nationale vient de décider d'introduire davantage de contrôle continu pour le baccalauréat, au risque de créer un examen local et d'accroître ainsi les inégalités entre élèves. Comme quasiment toutes ses réformes depuis le début du quinquennat. On ne pourra pas reprocher à Jean-Michel Blanquer son manque de cohérence. La nouvelle architecture du baccalauréat avec un renforcement du contrôle continu, annoncée en début de semaine deux ans après l'entrée en vigueur d'une précédente réforme, entre dans la droite ligne de la politique menée par le gouvernement et le ministre depuis sa nomination à ce poste en mai 2017. Les premières mesures remodelant le baccalauréat, puis la suppression des filières traditionnelles au lycée en 2019 pour les remplacer par des enseignements de spécialité, montraient déjà la volonté de créer des parcours très personnalisés. Qu'importe qu'ils défavorisent, par leur nature, les plus fragiles. Portée par Frédérique Vidal, la ministre de l'enseignement supérieur, la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur incarnée par Parcoursup a elle aussi ouvert la voie à la sélection et favorisé les inégalités. Le gouvernement dément ? La Cour des comptes, entre autres, a fait une lecture différente de celle de l'exécutif en 2020.

Jean-Michel Blanquer a beau répéter, depuis sa nomination rue de Grenelle, qu'il n'est pas un politique et qu'il incarne une « société civile », en réalité introuvable, il vient finalement d'agir en vrai politique. Il a su utiliser des circonstances d'urgence pour installer une réforme pérenne.

Le contrôle continu, en effet, avait été introduit pour la session du baccalauréat 2020 par la force des choses. À cause du Covid, les élèves n'avaient pas passé d'examen final. L'année scolaire avait été marquée par un premier confinement strict et la fermeture des établissements scolaires deux mois durant.

Par une pirouette, le ministre de l'éducation nationale vient de décider d'introduire encore davantage de contrôle continu (lire l'article de Prisca Borrel sur le sujet) Si sa part reste à 40 %, les disciplines du tronc commun seront dorénavant évaluées par les enseignants tout au long de l'année scolaire et ne seront plus jugées lors de l'examen final de juin.

En terminale, ce dernier ne portera plus que sur les épreuves anticipées de français, les enseignements de spécialité et le nouveau « grand oral » déjà décrié car lui aussi serait un marqueur d'inégalités sociales.

Très vite, les différents acteurs, organisations syndicales et spécialistes des questions d'éducation, ont alerté sur le risque engendré par ce qui est présenté comme un ajustement. Ils craignent que le bac, avec un contrôle continu, ne se transforme en examen « local ». Et que le diplôme qui en sera issu ait une valeur différente en fonction du lieu de scolarisation.

Sans même opposer celui qui serait obtenu en Seine-Saint-Denis et celui décroché à Henri-IV, il est évident que l'élève d'un lycée de quartier populaire et celui d'un lycée réputé de centre-ville n'auront pas les mêmes chances de briller. Bien sûr, le baccalauréat en tant que tel n'est qu'un sésame pour l'enseignement supérieur. Ce qui compte pour un élève est ce qui se passe avant et après l'examen.

En réalité, le renforcement du contrôle continu lors du baccalauréat n'est qu'un énième avatar de la réforme plus globale à l'œuvre dans l'Éducation nationale. L'individualisation des parcours est poussée à son paroxysme. Chacun est responsable de sa réussite et



de son échec.

Résultat : le besoin d'élaborer une stratégie de survie scolaire est exacerbé. Chacun doit devenir l'entrepreneur de sa propre personne et l'artisan de sa carrière scolaire. Ces réformes sont des réformes d'initiés, tant pis pour ceux qui ne maîtrisent pas les codes.

Qui a l'habitude de disserter sur le monde à table avec ses parents aura une meilleure aisance pour réussir le grand oral. Ceux qui maîtrisent l'implicite des consignes parviendront à trouver leur chemin dans le dédale de la scolarité. Qui connaît les arcanes du système scolaire, du marché de l'emploi, arrivera à esquisser le meilleur parcours pour maximiser ses chances de n'être pas broyé par la machine à trier qu'est Parcoursup.

Les exclus du marché de la réussite, les sans-boussoles sont condamnés à se perdre dans la jungle de l'orientation car ils n'auront pas les parents capables de les aiguiller dans les différents cursus.

Le pouvoir continue d'entretenir l'illusion méritocratique alors que personne n'est dupe sur la capacité du système scolaire français à permettre la mobilité sociale. Quelques « exceptions consolantes » sont mises en avant pour ne pas désespérer les survivants du déterminisme social. L'institution scolaire continue d'être un lieu de la reproduction sociale.

Depuis le départ, ce gouvernement ne fait rien de concret pour réduire les inégalités dont le système scolaire français est perclus comme le documente l'OCDE dans les dernières études PISA ici ou là ou l'Insee. En France, le système scolaire fonctionne bien pour 80 % des élèves mais ce sont les plus pauvres qui sont le plus en difficulté scolaire.

Dédoubler les classes de CP, CE1 et CE2 en zone d'éducation prioritaire est une bonne mesure mais largement insuffisante pour juguler le poids de l'origine sociale dans les trajectoires scolaires, les sociologues de l'éducation s'échinent à le répéter.

Bien entendu, à chaque réforme dans l'Éducation nationale, le gouvernement promet d'instaurer des garde-fous pour ne pas creuser ces inégalités. Des taux de boursiers obligatoires sont introduits dans Parcoursup. Des « repères nationaux » seront transmis aux équipes pédagogiques pour garantir la nécessaire « égalité de traitement des élèves » dans le nouveau baccalauréat, promet le ministère.

Les bons élèves qui savent travailler avec régularité seront avantagés. Le renforcement du contrôle continu va également placer les enseignants et les élèves dans une logique d'examen permanent. Les plus favorisés, souvent programmés pour la réussite depuis leur plus jeune âge, seront plus à l'aise dans cette logique de classement et de compétition.

La part grandissante du contrôle continu donne mathématiquement plus de poids aux enseignants et à leur notation. Auparavant, le baccalauréat était noté de manière totalement anonyme par des professeurs inconnus du candidat, avec une forme d'égalité garantie sans subjectivité ni favoritisme. Ils craignent d'être aussi soumis à une forme de pression de la part des parents et des élèves pour noter moins sévèrement par exemple. Chaque mauvaise note pourra être vue comme un obstacle à l'obtention de la bonne filière dans l'enseignement supérieur.

Car toutes les notes sont prises en compte pour le dossier Parcoursup, qui se révèle le véritable entonnoir. Depuis la mise en place de la réforme en 2018, les enseignants, élèves, parents et spécialistes dénoncent l'opacité de l'algorithme et ses décisions d'affectation parfois incompréhensibles. Là-dessus, le gouvernement ne compte rien faire.

